L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

G. P. WEISSE & Co. [illegible] Saint Louis et Bienville

NOUVELLE-ORLEANS, LUNDI MATIN, 30 SEPTEMBRE 1861.

G. P. WEISSE — E. DUSUZE — C. HARNEY — (EDITEURS-PROPRIETAIRES)
P. LIBERT.

Nouvelle-Orléans,
LUNDI MATIN, 30 SEPTEMBRE

Abonné à la semaine.

Les porteurs de l'ABEILLE sont autorisés à recevoir des abonnements "à la semaine" à raison de 25 CENTS pour les six numéros. On paiera aux porteurs.

Proclamation sur la milice.

Le gouverneur a lancé un proclamation pour l'organisation des milices de l'Etat; nos lecteurs en trouveront le texte dans une autre colonne. Les principales dispositions se réfèrent au recensement, aux exercices et aux mesures propres à assurer l'exécution de la loi. Tout officier coupable intentionné qui négligera d'exécuter ou se refusera à exécuter les ordres donnés par ces dispositions sera arrêté et traduit devant une cour martiale. Cette menace suffira pour donner de bons avis aux paresseux. Quant aux simples citoyens qui refuseront le service, ou qui chercheront à éluder l'obligation que la loi leur impose, ils seront, ainsi que leurs complices et leurs conseillers, placés sur une liste de suspects qui sera considérée comme des sauvegarde de sûreté à l'égard desquels on prendra telles mesures que les circonstances nécessiteront.

Toutes les personnes ayant l'âge prescrit, entre 18 et 45 ans, étant soumises au service dans les milices, le gouverneur déclare qu'il ne reconnaîtra pas les compagnies formées exclusivement pour la défense de la ville. Il ne fera exception que pour les compagnies composées de sujets étrangers ou de personnes ayant passé l'âge de 45 ans.

Nous avons pas de commentaires à faire sur cette proclamation du gouverneur, car elle est [illegible] ne presqu'en tous points aux suggestions [illegible] NOUS AVONS DONNÉES nous-même dans un [illegible] sur la loi martiale.

A propos de la loi martiale, nous devons revoir une erreur qui est assez répandue. Beaucoup de personnes s'imaginent que la loi martiale est une loi écrite, votée et sanctionnée, et [illegible] soumettre de nos lecteurs sont venus nous demander d'en publier le texte. Un journaliste [illegible] *Monarchie* a même échafaudé toute une argumentation sur cette singulière méprise. La loi martiale est tout simplement le décret qu'édicte un chef militaire par lequel il déclare sa [illegible] toutes les lois, y compris la Constitution, et toutes les autorités autres que la sienne. [illegible] n'y a rien de nouveau ni de pareil [illegible] comme il y en a pour la loi de Lynch, mais [illegible] n'écrit ni de défini, tout est laissé à [illegible] de celui qui prend la responsabilité [illegible] de la loi martiale. C'est en vertu de [illegible] que, dans le Missouri, Frémont [illegible] emprisonne les citoyens, confisque les [illegible] affranchit les esclaves, etc., etc.

[illegible] Gouverneur a seulement déclaré qu'il [illegible] son abonnement nécessaire de recourir [illegible] moyen extraordinaire uniquement pour [illegible] les milices. La menace qu'il [illegible] comme suspects ceux qui se refuseront [illegible] faire un service qu'aucun bon patriote ne doit refuser dans les circonstances [illegible], n'inaugure pas un régime nouveau, car tous les jours le maire fait arrêter les individus [illegible] abominables ou officiers [illegible] [illegible] pas à supposer qu'ensuite [illegible] [illegible] de se soustraire sans cause valable au service des milices, il n'y a à craindre pour la [illegible] dévouée au pays ni dénonciation ni arbitraire.

Sous l'empire de la loi martiale, au contraire, le meilleur citoyen est exposé à un grand nombre d'inconvénients. Toute la ville est soumise [illegible] rigoureux. Toute la ville est soumise [illegible] n'est pas discerner [illegible] avec exactitude le faux du vrai, le coupable de l'innocent.

Une autre proclamation du gouverneur invite les banques et les compagnies d'assurance à tenir leurs bureaux à deux heures, et les négociants, marchands, détaillants et artisans à fermer leurs magasins, boutiques ou ateliers à trois heures. C'est là une simple invitation dont le but est d'obliger les patrons à laisser leurs commis et employés se rendre aux exercices ou une quelconque fois [illegible] [illegible] [illegible]